It seems to me that this piece undercuts the claims made elsewhere in the volume that missionaries were particularly obtuse observers, whose commitment to Christian and « classical humanist » doctrines encouraged them to ignore the fundamentally alien quality of indigenous American life. The implication of Rupp-Eisenreich's work is rather that the missionary, since longer present and more directly engaged in the life of the local culture, had at least the opportunity for a truer and more fully mutual comprehension than that possible for observers trained to fix the cool gaze of a putatively disinterested scholarship. This is, I would argue, an important claim not only for historical understanding of why Europeans were so frequently dead wrong in their observations of alien cultures but for present-day ethnological practice, which must — if it is to survive — transcend the Observer/Observed relation that in the postcolonial age so justly infuriates the peoples watched.

Elisabeth A. WILLIAMS,
Department of History,
University of Georgia,
Athens, Georgia (U.S.A.).

HISTOIRE

Moses I. FINLEY, *Économie et société en Grèce ancienne*. Introd. de Brent D. SHAW et Richard P. SALLER, trad. de l'anglais par Jeannie CARLIER. Paris, La Découverte, 1985. 13,3 × 22, 322 p., bibliogr., index (« Textes à l'appui »).

— *L'Invention de la politique : démocratie et politique en Grèce et dans la Rome républicaine*. Préf. de Pierre VIDAL-NAQUET, trad. de l'anglais par Jeannie CARLIER. Paris, Flammarion, 1985. 14 × 22, 224 p. (« Nouvelle bibliothèque scientifique »).

Économie et société..., traduction pour l'essentiel de *Economy and Society in Ancient Greece* édité à Londres en 1981, réunit dix articles, parus entre 1953 et 1978 dans des revues qui ne sont pas toujours aisément accessibles : ils sont regroupés par grands thèmes : 1) La cité antique (quatre articles traitant de la Grèce ancienne), 2) Servitude, esclavage et économie (six articles consacrés au monde grec et à Rome). Chaque étude est complétée par une utile mise au point bibliographique qui autorise une mise à jour critique des questions abordées.

L'Invention de la politique (édition anglaise : *Politics in the Ancient World*, Cambridge University Press, 1983) fait porter la réflexion sur les modes d'acquisition et d'exercice du pouvoir dans l'Athènes classique et la Rome républicaine : d'histoire différente, mais de fondements économiques et sociaux apparemment semblables, ces deux cités, soumises à une analyse comparée, s'éclairent mutuellement institutionnellement, socialement et idéologiquement.

Les préfaces de chacun des deux ouvrages dues, pour l'une à Brent D. Shaw et Richard P. Saller, pour l'autre à P. Vidal-Naquet, précisent l'itinéraire intellectuel (depuis l'Institut für Sozialforschung installé à New York en 1934, en passant par la période de la persécution maccarthyste, jusqu'à l'enseignement dans les universités anglaises) d'un des meilleurs historiens actuels de l'Antiquité et s'efforcent de définir une méthode fondée sur l'absence d'a priori et d'esprit de système, l'interrogation permanente (« un homme qui pose des questions : aux documents, à lui-même, aux autres historiens ; et d'abord, étant historien, celle du passé et de ses usages », F. Hartog, Introduction à M. Finley, *Mythe, mémoire, histoire*, Paris, Flammarion, 1981), l'humilité, la conscience que les sociétés antiques, même dans leur altérité, renvoient en permanence au présent et qu'aucune histoire ne peut se prétendre neutre. Toute l'œuvre de M. Finley est marquée par le refus d'une certaine forme de positivisme qui se contente d'accumuler des faits, sans recherche d'explication et, en particulier, sans recherche de ce qui constitue la dynamique de l'histoire. À cet égard, l'article consacré à Sparte, premier de la série d'études rassemblées dans *Économie et société...*, est exemplaire ; les institutions de Sparte y « sont traitées non en termes d'origine mais de fonctionnement : il s'agit d'examiner comment elles ont fonctionné ensemble pour produire stabilité ou changement dans la société prise dans son ensemble ». Quant à la méthode comparative, à laquelle M. Finley ne cesse de recourir, elle permet, entre autres, d'attirer l'attention sur le caractère trompeur des mots, témoin les réalités contradictoires qui peuvent se cacher derrière un même concept, celui de consensus ou d'obéissance civique (par exemple, dans le dernier chapitre, « Idéologie », de *L'Invention de la politique*) : quoi de commun, à ce propos, entre le citoyen athénien, libre à la fois juridiquement et politiquement, refusant tout pouvoir tyrannique, qui participe pleinement au pouvoir, à l'*archi*, débat en permanence de la chose publique et, de ce fait, acquiert le sens de la responsabilité civique, et le citoyen de la Rome républicaine, soldat d'abord, pratiquant la vertu militaire d'obéissance et acceptant, en s'y soumettant, l'idéologie de la classe dominante ?

On se réjouira, avec ces deux publications, de voir se poursuivre la traduction en français d'une œuvre qui interpelle les historiens de toute période, et pas seulement les spécialistes de l'Antiquité.

Alain NATALI.

Jacques LE GOFF, *L'Imaginaire médiéval. Essais*. Paris, Gallimard, 1985. 13,8 × 22,5, 356 p. (« Bibliothèque des Histoires »).

1977 : *Pour un autre Moyen Âge*. 1985 : *L'Imaginaire médiéval*. De la part d'un historien d'une telle envergure, c'est un événement toujours attendu que la publication d'un nouveau recueil d'articles scientifiques, appelés ainsi à atteindre un public élargi : dix-neuf essais jalonnent, durant une bonne décennie, cette « quête d'une vision renouvelée de l'histoire médiévale » dont est issu en 1981 *La Naissance du Purgatoire*. Ce cheminement permet de suivre,

presque pas à pas, au quotidien, l'historien tendu vers la recherche des réalités, réalités impossibles à atteindre sans des outils « en rapport intime avec les structures mentales des hommes du passé », puisque ces dernières en sont le sujet même. C'est dire l'immensité du champ couvert, abordant le merveilleux (concept laïc plus large que celui de « miraculeux »), l'espace et le temps, le corps (gestes et sexualité), la littérature (cadres du roman, symbolique, enjeux sociaux et idéologiques), ou encore le monde des rêves. Ce faisant, J. Le Goff se situe dans la lignée des Michelet, Marc Bloch, Huizinga : il s'en est expliqué au cours d'entretiens avec Michel Cazenave récemment publiés (*Histoire et imaginaire*, Paris, Poiesis-France Culture, 1986). Comment ne pas penser, également, à « l'imaginaire du féodalisme » qu'il a contribué, avec Georges Duby, à éclairer, ou aux travaux d'Aaron J. Gourevitch sur *Les Catégories de la culture médiévale* (Paris, Gallimard, 1983 (« Bibliothèque des histoires »), éd. orig., Moscou, 1972) ?

L'éclectisme apparent des thèmes traités traduit la prégnance totale de l'imaginaire sur les sociétés humaines et sa nécessité, définie naguère par Maurice Godelier comme la « part idéelle du réel » ; autant d'exemples, révélés point par point, d'une démarche plus anthropologique que psychologique, destinée à faire pénétrer « de l'autre côté du miroir », en cette dimension structurelle des réalités médiévales, dépassant le culturel, le religieux ou le strict domaine mental jusqu'à « l'origine et à la nature profonde de l'homme ». « Étudier l'imaginaire d'une société, c'est aller au fond de sa conscience et de son évolution historique » : au-delà de la simpliste analyse « infrastructure/superstructure », doit-on, pour autant, accorder à l'imaginaire le rôle moteur des destinées humaines (« L'imaginaire nourrit et fait agir l'homme »), au point de donner, par exemple, une extraordinaire validité tautologique à tel slogan entenu sur « l'imagination au pouvoir » ?

Omniprésent, multifonctionnel, l'imaginaire apparaît bien indissociable des autres ordres de réalité : la difficulté à le cerner au-delà de la représentation ou de l'idéologie (privilégiant, de fait, les sources littéraires ou iconiques), les liens qui le rattachent au réel matériel et les conditions de sa transmission ou de sa reproduction sont au cœur même des approches successives de J. Le Goff. De là jaillissent, éclatants, les fondements d'une « anthropologie politique historique », au détour d'une puissante réflexion historiographique : réaction à l'« École des Annales » accusée avec Fernand Braudel (qui ne s'en cache pas lui-même dans le texte de *La Méditerranée*) de reléguer l'histoire politique, « croupion de l'histoire », au « débarras » ? Posée en terme anthropologique d'« imaginaire », cette sémiologie du politique associée à la sociologie du pouvoir, apparaît bien à son tour porteuse de structures à identifier, de mentalités à révéler dans leurs totalités, d'événements à saisir enfin dans leur épaisseur retrouvée : elle est une invitation à rompre les cloisonnements et les préjugés qui constituent autant de blocages épistémologiques. La préface de l'ouvrage, prolongée par le manifeste « Pour un long Moyen Âge », dresse, sous la forme d'un bilan, un violent et décapant réquisitoire : « Une histoire sans imaginaire, c'est une histoire mutilée, désincarnée. » À qui la faute ? « La scandaleuse spécialisation des domaines universitaires », « l'incompétence et

l'isolement » des « médiévistes purs » ou encore une « définition chronologique et péjorative du Moyen Âge » qui rend nécessaire de « faire sauter le bouchon de la Renaissance » ? Quel historien sérieux, c'est-à-dire soucieux d'autocritique, n'a jamais croisé ces sentiments ?... N'est-ce qu'une simple provocation que d'affirmer que le Moyen Âge universitaire est un produit « sans littérature, sans art, sans droit, sans philosophie, sans théologie » ? Il y a là une mise en garde contre une vision étanche, exclusive, à saisir par tranche le fonctionnement des sociétés : histoire globale ? « Histoire tout court », disait Lucien Febvre.

François-Olivier TOUATI.

Pierre et métal dans le bâtiment au Moyen Âge. Actes du colloque « Mines, carrières et métallurgie dans la France médiévale », 9-14 juin 1982, Paris. Études réunies par Odette CHAPELOT et Paul BENOÎT. Paris, E.H.E.S.S., 1985. 15 × 22, 371 p., ill. (« Recherches d'histoire et de sciences sociales », 11).

L'équipe « Mines, carrières et métallurgie dans la France médiévale » (Ecole des hautes études en sciences sociales-Université de Paris I) a, logiquement, étendu son activité au domaine de la construction au Moyen Âge, en organisant au mois de juin 1982 un colloque à Paris. Un volume rassemble les communications présentées à cette occasion. Il se répartit en trois sections : l'apport des textes à la connaissance des chantiers, la pierre dans le bâtiment, l'emploi des métaux dans les édifices. Équilibrées quant au nombre des études (6-7-6), ces sections ne le sont pas, quant au nombre des pages (151, 101 et 86, respectivement). Cela traduit un fait que la lecture rend sensible : le manque d'informations et la difficulté d'en trouver sur le troisième thème. Les communications sur l'utilisation des métaux dans le bâtiment s'avèrent des nomenclatures relativement sèches et répétitives, malgré les recherches étendues de leurs auteurs. Paul Benoît, responsable pour sa part d'une étude claire, méthodique et présentant une synthèse neuve sur l'emploi du plomb en France à la fin du Moyen Âge, d'après les comptes de construction ou de réparation, souligne avec raison que l'enquête doit encore se développer pour aboutir à des conclusions substantielles.

En l'état, elle a le mérite de rappeler que, dans la construction médiévale, le plomb constitue le métal le plus employé après le fer. Elle offre également des ouvertures intéressantes sur les différentes modalités de son usage ainsi que sur le monde des plombiers et des fontainiers.

La hiérarchie de l'artisanat du fer comme l'utilisation de ce produit sont également bien éclairées, la première pour le Châtillonnais, la seconde dans la région mosane et dans les Flandres. Tous les auteurs confirment, pour la fin des temps médiévaux, la grande importance de la clouterie dans le bâtiment. Ils ne précisent pas clairement si le clou remplace les chevilles pour les charpentes mais ils suggèrent qu'il tient une place considérable dans les huisseries et sert à fixer

les lattes ou les ardoises. L'offensive du fer, sous la forme des clous (près de 85 000 utilisés pour la modeste chapelle des Célestins de Sens — vaisseau unique de 21 mètres de long), paraît ainsi plus significative de la vulgarisation des produits de la ferronnerie aux XIV^e et XV^e siècles que les pentures, serrures ou loquets, produits d'usage traditionnel.

Les études sur l'extraction, le façonnement et l'utilisation de la pierre sont plus avancées que celles concernant les métaux. Le colloque a repris de manière détaillée (J.-Cl. Bessac) la question de l'outillage propre au travail de la pierre d'après l'iconographie, celle des techniques de son extraction (Daniel Prigent) et, de manière plus sommaire (Elie Nicolas), celle des signes lapidaires ou glyptographes qui demeure ouverte (marques de pose ou marques de lapicides ?) tant que des relevés exhaustifs n'auront pas été effectués. La très large diffusion de la pierre de Caen (Lucien Musset), comme l'étendue de l'aire d'approvisionnement de Bruges en matériaux lithiques (J.-P. Sosson), montre d'évidence que le déterminisme géographique intervient peu dans le choix du matériau des constructions de prestige. Des méthodes sophistiquées d'analyse de la pierre utilisée dans les bâtiments permettent aujourd'hui d'en déterminer exactement la provenance, comme on l'a fait pour l'ancien collège des Bernardins à Paris, édifié du temps de Benoît XII (Annie Blanc, Cl. Lorenz, Marc Viré). Il reste naturellement à multiplier les études pour en savoir plus.

Des problèmes fondamentaux ont été formulés ou rappelés qui semblent correspondre aux axes les plus féconds de la recherche. D'abord celui de la généralisation de la construction en pierre, c'est-à-dire de son extension à la maison paysanne. Jean-Marie Pesez a souligné que l'usage de la pierre s'est appliqué d'abord aux églises, maisons de Dieu, puis aux châteaux, maisons des maîtres, dans des cas relativement peu nombreux jusqu'à la fin du XI^e siècle. Son succès dans la suite du Moyen Âge s'explique, bien entendu, par la mise en place de la société féodale, qui provoque l'accumulation des surplus agricoles entre les mains des seigneurs (laïcs ou ecclésiastiques) et permet le dégagement d'un large contingent de non-producteurs agricoles. La construction de ponts de pierre soutient d'ailleurs l'expansion économique et souligne la mobilité des hommes et des marchandises. La multiplication des édifices de pierre s'accompagne d'une diversification de l'outillage utilisé (cf. J.-Cl. Bessac). C'est en dernier lieu que la pierre devient le matériau de l'habitation paysanne. Il faut y voir le signe de mutations fondamentales : le village et les cultures ont cessé d'être itinérants, en raison des progrès agricoles et d'un contrôle seigneurial étroit, mais la communauté paysanne manifeste son existence et sa résistance face à la demeure du seigneur en s'affirmant sur un mode identique. Jean-Marie Pesez pense également que l'apparition de maisons rurales en pierre à la fin du XIII^e siècle et leur multiplication ultérieure a pour facteur la pénurie croissante et l'enchérissement du bois d'œuvre à la suite des grands défrichements.

Roland Bechmann a souligné, déjà (*Les Racines des cathédrales*, Paris, Payot, 1981), que l'expansion de l'arc brisé, de la voûte sur croisées d'ogives et du style gothique, procédait en partie, dès le milieu du XII^e siècle, de cette même raison. Elle offrait, en effet, la possibilité de réduire très largement l'importance des cintres et ouvrages de bois nécessaires à la construction des cathédrales. Après

Viollet-le-Duc (*Dictionnaire*, VI, p. 445-446), il a de même souligné que la standardisation des courbes dans les arcs brisés aboutissait à la taille en série de la pierre, à la préfabrication des éléments de série et à la division du travail sur le chantier. C'est dans cette perspective que s'est placé Dieter Kimpel au colloque de 1982, reprenant ses études antérieures (*Bulletin monumental*, 1977 ; *Histoire et Archéologie*, nov. 1980). Il a précisé la manière dont la taille de la pierre évoluait vers la fabrication en grande série sur les principaux chantiers ecclésiastiques entre le XI^e et le XIII^e siècle ; il a décrit la manière dont, au-delà de 1220, on pouvait préfabriquer les éléments essentiels des cathédrales, à partir de gabarits puis de dessins à échelle réduite ou en grandeur réelle. Le système, pour un élément donné, tend à réduire au maximum les types de pierre, à faciliter la taille, à limiter les déchets et à rendre la pose aisée. Dans certaines parties de la cathédrale d'Amiens, il aboutit à la construction des piliers en utilisant des pierres d'un module unique. Le travail se borne dès lors à l'entassement de celles-ci ; il devient très simple.

Cette évolution semble résulter d'un effort de rationalisation économique des chantiers. Elle entraîne une rupture diachronique entre la préparation et la pose des pierres et une rupture sociale entre les tailleurs de pierre, aristocratie employée de manière continue, qui travaille l'hiver dans une loge chauffée, et les maçons, peu qualifiés et condamnés au chômage saisonnier. Le système rend, évidemment, la construction moins chère.

Ainsi la logique de l'économie gouverne-t-elle assez largement l'évolution du style. La standardisation précise des pierres fait, par exemple, disparaître le blocage largement utilisé pour garnir le noyau de piliers à l'époque romane et au début de la période gothique. Ils deviennent plus minces tout en étant capables de supporter une charge accrue. L'architecture tend au linéarisme graphique caractéristique du style rayonnant. Et ce, d'autant plus que le mode de construction met en évidence la réduction des membres portants à un squelette et que l'édifice s'élabore à partir de dessins préliminaires. L'utilisation régulière de ceux-ci entraîne, du reste, la disjonction de la fonction d'architecte et de celle de chef de chantier (ou appareilleur).

On en vient, dans certains cas, à dessiner tous les éléments avant leur fabrication ; il est alors possible de déterminer des assises parfaitement régulières ; c'est le cas pour la Sainte-Chapelle. Il s'agit en l'occurrence d'une architecture de luxe car c'est une contrainte onéreuse de conformer toutes les pierres à un standard préétabli. Dès la seconde moitié du XIII^e siècle, la rationalité économique triomphe avec le retour à des patrons généraux.

La Sainte-Chapelle illustre, par ailleurs, le mariage de la pierre et du fer dans l'architecture. La minceur des structures portantes dans les parties hautes implique, en effet, le recours à des éléments métalliques pour les renforcer. On sait, par exemple, que les barlotières horizontales des vitraux jouent le rôle de tirants continus ; on sait aussi que certaines voûtes sont armées de fer battu. À cet égard, on peut regretter qu'à l'occasion du colloque, et pour justifier mieux encore l'intitulé de celui-ci, la Sainte-Chapelle, édifice pionnier particulièrement représentatif, n'ait pas donné lieu à la monographie qu'on attend depuis longtemps.

En ce qui concerne la normalisation de l'architecture médiévale, la standardisation et la préfabrication de ses éléments, on n'en fera bien évidemment le tour qu'en étudiant également la construction en briques, répandue de l'Angleterre à l'Italie et de la Flandre et des pays de la Baltique au Languedoc. L'emploi de la brique semble, en effet, correspondre au *nec plus ultra* de la rationalisation des techniques médiévales du bâtiment et de la vie « industrielle » au Moyen Âge (après une utilisation particulièrement importante à l'époque romaine). L'organisation d'un colloque sur ce thème est d'ailleurs prévue par le Centre d'histoire urbaine de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, en collaboration avec l'Institut d'études méridionales de l'Université de Toulouse-Le Mirail. De même, la préfabrication paraît avoir été de règle pour les maisons à colombage dont les parties de bois étaient préparées loin du lieu de montage. Il semble essentiel de déterminer si le processus de standardisation des divers matériaux se développe de manière synchronique ou non et, pour cela, il paraît assez artificiel d'étudier isolément l'emploi de tel ou tel matériau. Les problèmes des techniques de construction doivent être examinés dans leur ensemble.

À ce propos, sans doute serait-il bon de *décloisonner* la recherche qui s'effectue sur le bâtiment. Dieter Kimpel a bien montré tout ce qu'un historien de l'art attentif peut apporter à la connaissance des procédés de construction et de l'organisation des chantiers. Il serait heureux que se développe une collaboration très large entre les historiens, les archéologues de la vie matérielle, les architectes, d'autres chercheurs et aussi le personnel de l'Inventaire général des Monuments historiques qui a lancé, voire réalisé, des enquêtes fondamentales sur le bâti rural ou urbain (cas de Tours, en particulier). L'esprit de chapelle et les exclusives ont un effet pernicieux qui oblige à reprendre plusieurs fois, sans aucun bénéfice, un travail identique et juxtapose les compétences sans les additionner.

Avec l'étude des chantiers à travers les textes, on explore un terrain plus familier. Jean-Pierre Leguay expose avec une grande précision l'approvisionnement des chantiers bretons en matériaux de construction aux XIV^e et XV^e siècles. Il montre qu'une longue familiarité avec une région et ses archives s'avère indispensable pour aboutir à des résultats positifs. Partant d'un panorama de la construction armoricaine après la fin de la guerre de succession de Bretagne, il donne une analyse très concrète et très solide de l'origine des matériaux utilisés, de leur usage et de la condition des travailleurs du bâtiment. Philippe Braunstein propose un modèle de monographie sur les débuts de l'édification du Dôme à Milan, après 1387. Servi par la richesse exceptionnelle des archives de la fabrique, il décrit la mise en place et les structures de l'organisation qui assure le fonctionnement du chantier. La précision des sources l'autorise également à définir l'importance de chaque poste du budget de ce dernier et à mesurer le poids relatif de l'achat des matériaux et du paiement des salaires dans les dépenses engagées.

Les comptes de construction des Célestins de Sens (1477-1482), édités et commentés par Denis Cailleaux, présentent le même avantage. Ils révèlent qu'à la fin du XV^e siècle le coût de la main d'œuvre (51,47 %) excède assez largement ceux des matériaux (42,81 %) et du transport de ces derniers (4,18 %). Le prix

de revient du transport s'avère, cependant, bien plus onéreux dans d'autres cas, que ce soit à Milan pour le marbre subalpin, en Angleterre pour le calcaire de Caen ou bien en Flandre pour la pierre importée. Cela explique que l'utilisation de matériaux étrangers à la région où l'on construit soit réservée à des bâtiments de prestige (ecclésiastiques, princiers ou urbains) et que la maison commune échappe moins facilement aux déterminismes régionaux ou locaux. L'examen de la construction courante, il est vrai, fait un peu défaut dans cet ensemble d'articles qui néglige aussi (hormis le cas du Dôme de Milan) les pays de l'Europe méridionale.

Il faut se réjouir, malgré tout, de la publication d'un volume qui comporte, à côté des communications évoquées, bon nombre d'autres contributions d'intérêt certain. Reflet de travaux en cours, il en marque les résultats positifs et les lacunes et il incite à la réflexion constructive. Il rappelle enfin, fort utilement, l'importance de l'activité du bâtiment au Moyen Âge, trop longtemps masquée par des études accordant le primat économique et technique à l'artisanat du textile, dont les archives sont moins dispersées. L'enquête, passionnante, mérite d'être étendue et poursuivie.

Jean-Louis BIGET.

Frédéric DELFORGE, *Les Petites écoles de Port-Royal. 1637-1660*. Préf. de Philippe SELLIER. Paris, Cerf, 1985. 15 × 24, 438 p., bibliogr., index.

L'histoire de l'éducation en France connaît en ce moment un regain d'activité. Une revue spécialisée et nombre d'ouvrages paraissent sur la question. C'est peu dire qu'un ouvrage sur les petites écoles de Port-Royal est le bienvenu, surtout lorsqu'on voit que, dans l'immense bibliographie sur le Jansénisme, une poignée seulement de travaux ont abordé dans le passé cette expérience scolaire unique en son genre.

L'auteur articule sa démarche sur trois volets. Le premier intitulé *Histoire* traite des écoles d'un point de vue strictement chronologique. Au prix d'un patient labeur, F. Delforge détaille l'évolution de l'établissement en la rattachant constamment au contexte politico-religieux du moment, ce qui amène parfois des digressions et des ruptures dans le rythme du récit. Conçues par son fondateur, l'abbé de Saint-Cyran, comme une pépinière de bons prêtres, les petites écoles commencent à fonctionner dans les locaux alors inoccupés de Port-Royal des Champs. Après des débuts modestes — trois puis six élèves en 1637 — certains proches de Port-Royal, nobles et parisiens pour la plupart, y envoient leurs enfants. C'est donc dans un cercle étroit centré sur Paris et ses environs que les petites écoles vont se développer. Capitale intellectuelle du pays où les batailles entre jansénistes et antijansénistes font alors rage, Paris est aussi à cette époque la ville où l'administration de l'État se développe puissamment. Il existe donc une forte demande scolaire et les petites écoles restent un moment sur la rive gauche. Mais bientôt, les enfants subissent les retombées des querelles

d'adultes — controverses soulevées par l'*Augustinus*, désordres civils consécutifs à la Fronde — et doivent changer plusieurs fois de lieu de travail. On compte ainsi en vingt-trois ans deux translations et quatre dispersions. Les petites écoles ont fonctionné, sauf erreur, dans neuf différents endroits. L'expérience prend fin lorsqu'en 1660, ne pouvant exciper de lettres patentes, les responsables des petites écoles tombent sous le coup de la déclaration royale de 1659. Non reconnues officiellement, ces écoles disparaissent à la grande joie des antijansénistes qui y voient un rival potentiel pour les collèges établis.

Lorsqu'on apprend dans la seconde partie — *Organisation* — ce que furent ces écoles dans la pratique, on s'aperçoit que les craintes des adversaires de Port-Royal étaient exagérées. Il est d'abord évident — et l'auteur le souligne — que ces petites écoles ne sont pas conformes au modèle scolaire dominant, qu'il aurait peut-être fallu décrire. À la différence des collèges, on apprend dans les petites écoles les rudiments et les « humanités » sans aller au-delà, ce qui nécessite une formation ultime ailleurs. Les petites écoles reposent sur la conception, neuve pour l'époque, que ni le milieu familial ni le milieu scolaire habituel n'assurent de manière satisfaisante l'éducation des enfants. Pierre Coustel systématise cette critique dans *Les Règles de l'éducation des enfants* en 1687, après avoir enseigné à Port-Royal. Il préconise le rassemblement d'un petit nombre d'enfants placés sous la responsabilité d'un maître habitant avec eux dans une maison particulière. Dans un tel environnement, l'enfant peut théoriquement progresser sans avoir à se mesurer sans cesse avec ses condisciples comme il le ferait dans n'importe quel collège. Ces conditions de travail supposent, cela va sans dire, peu d'enfants et beaucoup de maîtres, ce qui s'est effectivement réalisé dans les petites écoles. Le nombre d'élèves entre 1637 et 1660 tourne autour de 120 à 150, sans qu'il y en ait jamais plus de 50 à la fois. Pendant le même temps, 27 enseignants constituent un groupe appréciable, surtout lorsqu'on connaît ce que peut être le corps professoral d'un grand collège de l'époque, beaucoup moins bien loti à cet égard. Maîtres, élèves et membres de l'entourage ont droit à un minutieux traitement biographique, mais ce procédé, si précis soit-il, lasse la patience du lecteur et ne donne finalement pas tous les résultats espérés.

La communauté scolaire — maîtres et élèves — n'apparaît pas assez bien en tant que telle. Si, par exemple, les origines sociales de certains élèves sont bien indiquées, il n'y a pas, en revanche, de classification sociologique ni de traitement statistique des données disponibles. Or, ce type de renseignements apparaît dans certaines monographies et on aurait aimé des comparaisons avec certains collèges jésuites — parisiens et champenois — bien connus à cette époque. S'il est vrai que le collège de Clermont à Paris compte en 1627 1 530 élèves, on aurait mieux mesuré la particularité du modèle janséniste. De la même façon, une typologie des carrières des maîtres des petites écoles n'aurait pas été inutile. Produits d'un système scolaire et universitaire, ces enseignants jettent les bases d'une expérience scolaire qui tranche avec ce qu'ils ont vécu. En quoi leur carrière diffère-t-elle de celle de leurs homologues de l'enseignement traditionnel ? Autrement dit, seuls les spécialistes de la question pourront démêler dans l'organisation des petites écoles l'originalité du modèle expérimenté.

Cette lacune apparaît moins dans la dernière partie — *Pédagogie* — qui est sans conteste la meilleure du livre. L'héritage de Port-Royal est dans ce domaine incomparable. Toute éducation sous l'Ancien Régime — est-il besoin de rappeler une évidence ? — a une consonance religieuse très forte. Le programme d'éducation mis au point dans les petites écoles porte inmanquablement l'empreinte janséniste de ses responsables. La nature fondamentalement corrompue de l'homme, qui a donc besoin de la grâce divine, impose à l'éducateur une écrasante responsabilité vis-à-vis des enfants à sa charge. Le refus du monde se traduit par l'isolement imposé à l'enfant mis hors d'atteinte des influences pernicieuses de la société. Au collège urbain et surpeuplé, on préfère la maison particulière si possible à la campagne, où le maître a tout loisir de surveiller ses élèves. Les lits et les tables de travail sont disposés de façon à permettre justement au professeur de voir d'un seul coup d'œil sa classe. À la différence des autres établissements scolaires, on se dispense à Port-Royal des méthodes contestables comme le recours à la délation ou l'usage de punitions tarifées. Cet aspect novateur ne doit pas faire oublier que d'autres expériences pédagogiques voient le jour en France à peu près à la même époque. Le collège oratorien de Juilly ouvre ses portes en 1639. Tous ces efforts prouvent que la connaissance de la psychologie de l'enfant devient un facteur déterminant dans l'éducation qu'on veut lui donner. Cette découverte du monde de l'enfant, bien différent de celui de l'adulte, confirme, s'il en était besoin, les analyses désormais classiques du regretté Philippe Ariès.

La modernité des enseignants jansénistes apparaît de manière éclatante dans leurs méthodes pédagogiques. L'auteur passe en revue les différents domaines où l'effort de recherches a été porté. Laboratoire pédagogique avant la lettre, les petites écoles ont bénéficié de l'atout irremplaçable qu'ont été le petit nombre des élèves et la qualité des maîtres. Peu de temps après *Le Discours de la méthode*, les maîtres de Port-Royal adoptent dans l'approche pédagogique d'un problème une démarche rationaliste, en constatant qu'il faut partir de ce qui est connu de l'enfant pour aller à l'inconnu. Le meilleur champ d'application de cette découverte est la méthode mise au point par Lancelot en 1644 pour apprendre le latin. Faisant table rase des méthodes traditionnelles (vers latins et tableaux grammaticaux indigestes), il fait étudier le latin à l'élève en français. Regrettons que l'auteur ait oublié dans sa description de cette méthode de nous fournir des exemples. Pour apprendre le grec, on innove en abandonnant le latin comme intermédiaire obligé. Les langues vivantes — l'espagnol et l'italien sont les seules à retenir l'attention à cette époque — ne sont pas oubliées. L'histoire s'apprend pendant les récréations avec un jeu de cartes approprié. On expérimente — sans lendemain, semble-t-il — les plumes métalliques. Les maîtres de Port-Royal, si hardis soient-ils dans leurs méthodes, considèrent d'un mauvais œil tout ce qui peut rappeler le monde : roman, théâtre et poésie, ce qui vaudra au jeune Racine de se brouiller avec eux. L'utilité des voyages pour former la jeunesse est tout à fait rejetée. L'auteur achève son étude en énumérant les ouvrages pédagogiques et scientifiques qui assurent la pérennité de l'œuvre entreprise. Ce répertoire ne comporte malheureusement pas d'étude bibliographique systématique, ce qui aurait permis de connaître le

nombre des éditions, moyen précieux pour mesurer l'influence postérieure des idées de Port-Royal.

L'auteur signale, en conclusion, le miracle constitué par ces petites écoles, à savoir une expérience originale, profonde mais courte dans le temps et faite dans des conditions matérielles précaires. Cette aventure est à replacer dans un grand courant rénovateur dans les techniques de l'enseignement. Elle témoigne de la grande vitalité du monde scolaire d'alors. Ce livre, riche en faits et en précisions, comporte tout ce qu'un chercheur désire trouver dans un ouvrage spécialisé (index, indication des sources, etc.). On se prend à regretter que cette belle histoire n'ait pas été davantage replacée dans le contexte social et scolaire de l'époque. Les messieurs de Port-Royal fuyaient à leur façon le monde, mais pensaient-ils réaliser une *Thébaïde* scolaire avec leurs petites écoles ? La brièveté de l'expérience empêche d'apporter une réponse, mais cela paraît douteux. Les adversaires de Port-Royal ne s'y sont pas trompés car ils se sont acharnés sur ces écoles. Frédéric Delforge nous mène avec sûreté à la découverte d'un aspect méconnu de l'histoire de l'école mais ne satisfait pas pleinement notre curiosité.

Denis McKEE.